



www.journalumali.com

# Journal du Mali

L'hebdo

N°577 du 21 au 27 mai 2026

**ÉTAT ISLAMIQUE**  
LE FRONT OUBLIÉ

**MALI DIGITAL AWARDS**  
L'IMPACT ATTENDU

**CAN 2027**  
GROUPE PIÉGEUX



**PANAFRICANISME**

# LE RÊVE FISSURÉ

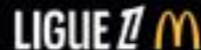
Entre souverainetés revendiquées, fractures régionales et nouvelles alliances, l'Afrique cherche un nouvel équilibre. L'AES, les tensions avec la CEDEAO et les crises sécuritaires relancent le débat sur l'avenir du projet panafricain.

**GRATUIT**

Ne peut être vendu



LES PHASES FINALES DES LE 5 MAI SUR **CANAL+ SPORT**



## EN MAI, NE SOYEZ PAS HORS-JEU

LE DECODEUR HD

**1000** FCFA TTC\*

PARABOLE + INSTALLATION OFFERTES

TOUTES LES CHAÎNES

+ DSTV ENGLISH PLUS

POUR **2000** FCFA TTC\*\*

DE PLUS SUR VOTRE REABONNEMENT

**36 555**

\* Offre valable du 30 avril au 31 mai 2026 dans la limite des stocks disponibles, pour tout nouvel abonnement à partir de deux (2) mois à la formule ACCESS. Parabole et installation offertes. Voir tarifs et conditions auprès de votre distributeur agréé.  
 \*\* Offre valable du 30 avril au 31 mai 2026. Réabonnez-vous à votre formule habituelle en ajoutant 2000 FCFA, et profitez de toutes les chaînes et de l'option DSTV ENGLISH PLUS pendant 30 jours. Offre valable 1 seule fois sur la période.

COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPÉRATEUR

## ÉDITO

### Tabaski 2026 au Mali : Au-delà des moutons

La Tabaski 2026 sera célébrée le 27 mai. Pour ce faire, les autorités prévoient de lancer une opération de vente promotionnelle de moutons le 22 mai 2026 au terrain municipal de Sogoniko, avec plusieurs autres sites à Bamako et dans les régions. L'initiative vise à rapprocher le bétail des populations et à proposer des prix plus accessibles, répondant ainsi à une préoccupation ancienne des familles.

Mais cette mesure, bien que bienvenue, est insuffisante face aux multiples difficultés que vivent les Maliens. Les prix des moutons dépassent souvent 100 000 francs CFA, l'électricité et le carburant restent difficiles d'accès, le transport et les denrées alimentaires essentielles s'envolent et l'insécurité complique la mobilité. Face à cette situation, la seule vente promotionnelle ne peut résoudre tous les problèmes ni protéger réellement le pouvoir d'achat des ménages.

Pourtant, d'autres pays africains, comme le Maroc, ont parfois pris des mesures plus radicales pour soulager leurs populations. En 2025, le Roi Mohammed VI avait exceptionnellement déconseillé le sacrifice rituel en raison de la sécheresse et de la raréfaction du cheptel, montrant qu'il est possible d'intervenir de manière décisive pour protéger les citoyens.

Le Mali, lui, doit aller plus loin. La Tabaski est un moment de solidarité et de dignité familiale, mais elle expose aussi les fragilités structurelles du pays. Les autorités doivent élargir leurs réponses, renforcer les filières d'approvisionnement, réguler les prix et accompagner les ménages vulnérables pour que cette fête soit accessible et sécurisée pour tous, au lieu de compter uniquement sur une opération ponctuelle.

### LE CHIFFRE

# 2 793 milliards

C'est le montant, en francs CFA, de l'encours des dépôts collectés par les institutions de microfinance de l'UEMOA en 2025, soit une augmentation annuelle de 13,6%.

### ILS ONT DIT...

« Qui n'a jamais entendu dire que la surpopulation carcérale est due au nombre élevé de mandats de dépôt ? Alors que l'on sait que tout le monde a démissionné et laissé la régulation sociale à la seule justice. Or nulle part cela n'a marché ». **Idrissa Touré, Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la Commune IV**, lors de la première session ordinaire de la chambre criminelle, le 19 mai 2026.

« En cette année 2026, nos ONG s'engagent à mutualiser leurs efforts pour garantir une couverture géographique beaucoup plus large, du nord au sud et d'est en ouest, tout en évitant de faire des doublons. Elles s'engagent aussi à soutenir l'économie locale en privilégiant l'achat de bétail auprès de nos éleveurs maliens ». **N'diaye Mariam Coulibaly, représentante de l'ONG Zakat Foundation**, à la cérémonie de lancement de l'opération Tabaski 2026.

### UN JOUR, UNE DATE

**20 mai 2012** : Signature à Bamako d'un accord entre le CNRDRE, dirigé par Amadou Aya Sanogo, et la CEDEAO, qui fixe la durée de la transition à 12 mois, dirigée par Dioncounda Traoré, alors Président de l'Assemblée nationale.



**Armelle Dakouo**, Commissaire indépendante et consultante en art, est nommée Commissaire générale de la 15ème édition de la Biennale africaine de la photographie, qui se tiendra à Bamako du 26 novembre 2026 au 26 janvier 2027.



**Saleh Mamman**, ancien ministre nigérian de l'Énergie, a été arrêté le 19 mai 2026 par l'agence anticorruption, quelques jours après sa condamnation à 75 ans de prison pour blanchiment de 33,8 milliards de nairas.

### LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le ministre des Sports, **Abdoul Kassim Fomba**, remet le drapeau national au capitaine des Aigles cricquetiers avant leur départ pour les qualifications africaines du Mondial T20, prévues du 23 au 30 mai 2026 au Botswana. Bamako, le 19 mai 2026.

MASSIRÉ DIOP



## UNITÉ AFRICAINE : LES ORIGINES DU RÊVE

Bien avant la création de l'Union africaine, l'idée d'une Afrique unie a traversé les luttes anticoloniales, les mouvements intellectuels et les combats pour les indépendances. Une longue marche historique qui continue de façonner le destin politique du continent.

MOHAMED KENOVI



L'histoire du panafricanisme est marquée par plusieurs figures Noires.

L'histoire du panafricanisme commence loin du continent africain. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup>, des intellectuels noirs américains et caribéens développent l'idée d'une solidarité entre les peuples africains et afrodescendants face à l'esclavage, à la colonisation et au racisme. Des figures comme Henry Sylvester-Williams ou Wil-

liam Edward Burghardt Du Bois, dit W.E.B. Du Bois, organisent les premiers congrès panafricains et posent les bases d'un mouvement réclamant l'émancipation politique de l'Afrique. Mais c'est après la Seconde Guerre mondiale que le panafricanisme prend une dimension plus politique. En 1945, le Congrès panafricain de Manchester marque un tour-

nant historique. Plusieurs futurs leaders africains y participent ou s'en inspirent, parmi lesquels Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta ou Hastings Kamuzu Banda. L'idée d'une Afrique libre et unie gagne progressivement les mouvements indépendantistes.

**Pères des indépendances et projet d'unité** Au lendemain des indépendances, le panafricanisme devient un véritable projet politique, porté par plusieurs chefs d'État africains. Le Président ghanéen Kwame Nkrumah défend alors l'idée des « États-Unis d'Afrique », convaincu que seule l'unité politique du continent permettra de résister aux influences extérieures et d'assurer le développement africain. D'autres dirigeants comme Modibo Keita au Mali, Gamal Abdel Nasser en Égypte, Ahmed Sékou Touré en Gui-

née ou Julius Nyerere en Tanzanie partagent également cette ambition, même si des divergences apparaissent rapidement sur la forme que doit prendre cette unité. Ces débats aboutissent finalement, le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, à la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) par 32 États africains indépendants. L'organisation se donne alors plusieurs missions : soutenir les luttes de libération encore en cours, défendre la souveraineté des jeunes États africains et promouvoir la solidarité continentale.

**De l'OUA à l'Union africaine** Durant plusieurs décennies, l'OUA a lutté contre l'apartheid et le colonialisme, tout en étant critiquée pour son inefficacité face aux crises et aux conflits armés. Réformée, elle cède la place à l'Union africaine en 2002, avec des ambitions élargies d'intégration, de sécurité et de poids diplomatique. Depuis, le panafricanisme continue d'évoluer, mais l'idéal d'unité africaine demeure central. ■

## AFRIQUE : FRACTURES ET QUÊTE D'UNITÉ

Entre crises sécuritaires, recompositions politiques et ambitions d'intégration, l'Afrique traverse une période de profondes mutations. Malgré les fractures, l'idéal d'unité africaine reste au cœur des débats continentaux.

### 1- LA JOURNÉE DE L'AFRIQUE

Célébrée chaque 25 mai, la Journée de l'Afrique commémore la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963.

### 2- L'IDÉAL PANAFRICAIN

Le panafricanisme défend l'unité, la solidarité et la coopération entre les peuples et États africains face aux défis communs du continent.

### 3- 55 PAYS MEMBRES

L'Union africaine regroupe aujourd'hui 55 États autour des principes d'intégration, de coopération et de solidarité africaine.

### 4- PASSAGE À L'UNION AFRICAINE

En 2002, l'OUA devient l'Union africaine, avec des ambitions élargies sur les plans politique, économique et sécuritaire.

### 5- LA ZLECAF (LANCÉE EN 2021)

La Zone de libre-échange continentale africaine vise à renforcer les échanges commerciaux entre pays africains.

### 6- L'ÉMERGENCE DE L'AES

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont créé en 2023 l'Alliance des États du Sahel, dans un contexte de tensions avec la CEDEAO.

### 7- DES CRISES PERSISTANTES

Le continent reste confronté à plusieurs conflits et crises sécuritaires, notamment au Sahel, au Soudan et dans l'est de la RDC.

### 8- 1,4 MILLIARD D'HABITANTS

L'Afrique représente près de 18% de la population mondiale et possède l'une des populations les plus jeunes du monde.

# KOWBEYE!



CHAQUE SAMEDI | 20H15

T M 1

La télé qui vous allume !

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

## ÉTAT ISLAMIQUE AU SAHEL : UNE PRÉSENCE CONTINUE MALGRÉ LE JNIM

La Province sahélienne de l'État islamique maintient son influence dans le nord-est malien. Malgré la grande attention portée sur le JNIM, le groupe reste actif dans plusieurs localités stratégiques du pays.

MASSIRÉ DIOP

La région de Gao, plus précisément le cercle d'Ansongo, et la région de Ménaka continuent de subir l'influence de la Province sahélienne de l'État islamique (ISSP), anciennement EIGS. Cette zone, englobant les localités surnommées les « 3 T » - Talataye, Tin-Hama et Tessit - ainsi que Labbezanga, constitue le cœur de l'activité opérationnelle du groupe, où il exerce un contrôle territorial et une pression constante sur les communautés locales.

**Commandement** Le groupe est dirigé par Abou Al-Bara, qui a succédé à Adnan Abu Al-Walid Sahraoui, abattu en 2021, bien que la chaîne de commandement exacte reste partiellement opaque. L'ISSP a adapté ses méthodes d'action depuis 2020, passant d'une stratégie d'exécutions publiques et de terreurs de masse à une approche plus ciblée de contrôle territorial et de gouvernance locale, limitant les attaques spectaculaires qui attireraient l'attention médiatique.

**L'ISSP reste un acteur central du nord-est malien, utilisant la focalisation médiatique sur le JNIM et le FLA pour renforcer sa position, contrôler les populations et exercer une pression continue sur les forces maliennes.**

Le groupe mène une opération de charme pour se faire accepter par la population. Pourtant, les opérations militaires contre ce groupe ne connaissent aucun répit. Les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont récemment neutralisé un responsable opérationnel de l'ISSP, dans la nuit du 14 au 15 mai 2026, à Bara, cercle d'Ansongo, au cours d'une frappe aérienne qui a également éliminé plusieurs combattants adjoints. Cette opération illustre la pression constante



Dans l'ombre du JNIM, l'État islamique au Sahel reste actif au Mali.

des forces maliennes sur les bastions de l'État islamique au Sahel, tout en soulignant la capacité du groupe à se reconstituer dans les zones frontalières et à maintenir ses réseaux logistiques.

**Opérations** L'ISSP continue de cibler des localités stratégiques le long de l'axe Mali - Niger, notamment Talataye, Tin-Hama, Tessit, Labbezanga et Ménaka, en exerçant un contrôle sur le passage des personnes et des biens et en maintenant une influence sur les groupes armés locaux. Ces actions visent à affirmer la présence du groupe et à renforcer sa domination

des frappes spectaculaires, tandis que l'ISSP privilégie un contrôle territorial discret, la pression sur les communautés locales et la sécurisation des axes stratégiques. Les transfuges du JNIM ont initialement contribué à une « exception sahélienne » où les affrontements directs étaient limités, mais depuis 2020 cette trêve relative s'est érodée. Malgré cela, les nouveaux développements sécuritaires au Mali, notamment les offensives de l'armée malienne, ont conduit à une focalisation temporaire des deux groupes sur leur adversaire commun, sans qu'un accord de paix ait été formellement conclu.

**Menaces** Pourtant, le rapport ACLED du 15 mai 2026 confirme que 86% de l'activité de l'État islamique se concentrait sur l'Afrique au premier trimestre 2026, avec une hausse des drones armés, des attaques motorisées et des pressions économiques sur les axes urbains et ruraux. L'ISSP a ciblé des infrastructures civiles et militaires le long de l'axe Ménaka - Ansongo - Tessit et à Labbezanga, exploitant les vulnérabilités locales pour imposer sa gouvernance de facto, comme l'attaque de convois civils escortés à Koba, à 35km de Gao, le 7 février 2026 le démontre. La coopération sécuritaire internationale a permis la neutralisation de cadres clés, notamment Abu-Bilal Al-Minuki, le 16 mai 2026 lors d'une opération Nigéria - États-Unis dans le bassin

### EN BREF

#### JUSTICE : LES CHAMBRES CRIMINELLES ENTRENT EN SCÈNE

L'ouverture de la première session ordinaire de la Chambre criminelle du Tribunal de grande instance de la Commune IV de Bamako marque une étape importante dans la réorganisation de la justice pénale malienne. Tenue le mardi 19 mai 2026 en présence du ministre de la Justice, Mamoudou Kassogué, la cérémonie intervient après la suppression des Cours d'assises et leur remplacement par des Chambres criminelles au sein des Tribunaux de grande instance. Prévue jusqu'au 27 mai, cette session porte sur 12 affaires impliquant 8 dossiers et 12 accusés, poursuivis notamment pour assassinat, meurtre, coups mortels, pédophilie, viol, vol qualifié, association de malfaiteurs, détention illégale d'arme, enlèvement, séquestration et faux. Le Parquet met en avant l'objectif de rapprocher la justice des justiciables, d'accélérer les procédures et de contribuer au désengorgement des prisons. Le Procureur Idrissa Hamidou Touré a également appelé à mieux comprendre les causes sociales de la surpopulation carcérale, au-delà du seul recours aux mandats de dépôt. ■

du lac Tchad, mais la menace de l'ISSP reste intacte dans le nord-est malien, notamment dans les localités des « 3 T » et Labbezanga, où le contrôle territorial et l'influence sur les groupes armés locaux perdurent. L'ISSP reste un acteur central du nord-est malien, utilisant la focalisation médiatique sur le JNIM et le FLA pour renforcer sa position, contrôler les populations et exercer une pression continue sur les forces maliennes. Son organisation territoriale et ses opérations montrent que la menace est enracinée. D'où la nécessité d'accroître la pression dans certaines zones stratégiques, notamment la frontière nigéro-malienne. ■



PR MOUSSA MOÏSE SANGARÉ

### « Ils ignorent la portée de leurs actes »

Rencontré au cours d'une conférence sur la cybercriminalité et la drogue, le Doyen par intérim de la Faculté de Droit Public, Pr Moussa Moïse Sangaré, explique les raisons de cette initiative. Il insiste sur la sensibilisation des étudiants aux sanctions prévues par la loi et aux risques dans l'espace universitaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

### Pourquoi cette initiative à l'université ?

L'initiative est partie d'un constat. Depuis quelque temps, nous avons constaté que certains étudiants s'adonnaient à des publications, des images truquées et de fausses images pouvant affecter la réputation de l'université et de la faculté. Ces

actes peuvent aussi engager leur responsabilité administrative, pénale ou civile. En droit malien, lorsqu'un citoyen s'adonne à de telles publications sur les réseaux sociaux, il peut être poursuivi. La sanction peut aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et cinq millions de francs CFA d'amende.

### Pourquoi cibler particulièrement les étudiants ?

Beaucoup d'étudiants le font par ignorance, parce qu'ils ignorent la portée de leurs actes. C'est la raison pour laquelle cette conférence a été initiée, afin de les sensibiliser sur les conséquences de ces comportements. Il s'agit aussi de leur expliquer le concept de cybercriminalité, les sanctions prévues par les textes et par le Code pénal. L'objectif est qu'ils comprennent que certaines pratiques sur les réseaux sociaux peuvent avoir des conséquences sérieuses pour eux et pour l'image de l'université.

### Quelles institutions avez-vous sollicitées et pourquoi avoir associé la question des stupéfiants ?

Le Pôle national de lutte contre la cybercriminalité a été sollicité, à travers son procureur, pour intervenir devant les étudiants. Il va expliquer le concept de cybercriminalité et l'encadrement prévu par la loi. Les étudiants doivent aussi connaître les institutions qui s'occupent du suivi et de l'exécution de cette loi. Il est important de leur donner une information claire sur les risques liés aux usages numériques, afin qu'ils évitent des comportements pouvant engager leur responsabilité. L'Office central des stupéfiants a également été sollicité pour intervenir sur la drogue et les produits illicites. Il s'agit d'identifier la liste de ces stupéfiants, d'expliquer l'encadrement prévu par la loi et les sanctions applicables. Les étudiants doivent être informés sur ces questions afin de s'abstenir de publications interdites, mais aussi de la consommation de drogue ou de stupéfiants dans l'espace universitaire. L'objectif est qu'ils connaissent les conséquences de ces actes et adoptent des comportements responsables. ■

# CANAL+

## EN MAI, NE SOYEZ PAS HORS-JEU



### LE DECODEUR HD

# 1000

FCFA TTC\*

PARABOLE + INSTALLATION OFFERTES

### TOUTES LES CHAÎNES

+ DSTV ENGLISH PLUS

# 2000

POUR 2000 FCFA TTC\*\*

DE PLUS SUR VOTRE REABONNEMENT

36 555

\*Offre valable du 30 avril au 31 mai 2026, dans le cadre des offres disponibles pour tout nouvel abonné à partir de 1000 FCFA à la formule ACCESS. Parabole et installation offertes. Voir tarifs et conditions générales de votre distributeur agréé.

\*\*Offre valable du 30 avril au 31 mai 2026. Reabonnement à cette formule subscrite en option 2000 FCFA, et profitant de toutes les chaînes et de l'équipement DSTV ENGLISH PLUS pendant 30 jours. Offre valable 7 jours lors du période.

©2025 CANAL+ LOCAL BLOW-YOUR OWNERSHIP

## MALI DIGITAL AWARDS : VERS L'ACCÉLÉRATION DES IMPACTS

Depuis 2021, Mali Digital Awards se veut une plateforme d'expression de l'innovation et de la création afin de transformer les idées en solutions concrètes. Pour sa sixième édition, la plateforme de rencontres entend ouvrir une nouvelle ère en offrant aux meilleures idées un espace de structuration et un accès aux investissements.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Le Mali veut faire de la transformation numérique un levier stratégique pour son développement. C'est dans cette dynamique que s'inscrit Mali Digital Awards (MDA), qui réunit chaque année les acteurs du secteur. Pour cette sixième édition, dont le thème est « Génération Innovation : révéler les talents qui bâtissent le Mali de demain », MDA met l'accent sur la structuration et l'accompagnement des talents, à travers un dispositif de compétition et d'incubation, en lien avec la rencontre des décideurs publics et privés.

**Nouvelle ère** Depuis son lancement, MDA a formé environ 3 000 jeunes grâce à des ateliers gratuits sur le numérique.

Plusieurs talents ont également été récompensés. Toutefois, les fonds mobilisés se sont souvent révélés insuffisants pour permettre un développement significatif des projets détectés. C'est pourquoi, afin de générer davantage d'impact, MDA a mis en place Mali Digital Accelerator, une structure dédiée à la détection, à l'accompagnement et à la maturation des projets innovants. Au-delà



La structuration et l'accompagnement des talents sont au cœur de la 6ème édition de Mali Digital Awards.

du repérage des initiatives à fort potentiel, Mali Digital Accelerator renforcera les capacités entrepreneuriales des structures afin de faciliter leur intégration dans un écosystème numérique où l'État ambitionne d'investir 43,35 milliards de francs CFA pour renforcer le réseau de télécommunications.

**Economie numérique : environ 7% du PIB**

**Investissement prévu pour les télécoms (2025) : 43,35 milliards FCF**

**Taux d'accès à internet : environ 33,1%**

Triple lauréat de MDA, Housseyn Soukoua est promoteur du projet « Sankadie », un centre commercial digital où fournisseurs et clients peuvent se retrouver facilement, quelle que soit la distance. L'application, conçue pour faciliter les échanges, mobilise des technologies utilisées par de grands acteurs du secteur (notamment Amazon) et vise à tirer profit du statut de « hub com-

mercial » dont dispose le Mali. Si des partenariats existent déjà pour ce projet, les défis demeurent. Parmi eux, la situation que traverse le pays, les difficultés d'accès à l'électricité et des contraintes logistiques. En plus des produits courants, la plateforme envisage de développer des services, notamment dans l'accès à la santé. Elle prévoit surtout Sankadie Académie, afin de permettre aux étudiants, une fois leurs cursus achevés, d'intégrer un travail en alternance et d'obtenir ainsi une qualification - un besoin qui fait encore défaut à de nombreux jeunes. Bien que le MDA constitue aussi un tremplin pour Sackotech, un système d'alarme intelligent conçu par Amadou Sacko, le projet nécessite des financements pour passer à une nouvelle étape, à savoir une production à grande échelle et le partage de compétences. ■

### EN BREF

#### CORSAIR À BAMAKO : REPRISE ATTENDUE APRÈS LE 26 MAI ?

Décidée le 12 mai 2026, la suspension des vols de Corsair en direction et en provenance de Bamako reste maintenue jusqu'au 26 mai inclus, en raison du contexte sécuritaire au Mali. L'enjeu porte désormais sur une éventuelle reprise à partir du 27 mai, dans un climat encore marqué par les attaques coordonnées du 25 avril et les mesures de restriction autour de l'aéroport international Modibo Keita-Sénou. Le 18 mai, la direction des Aéroports du Mali a annoncé des restrictions temporaires sur les voies menant à l'aéroport, désormais réservées aux voyageurs et aux personnels des services aéroportuaires. Cette mesure vise à renforcer le contrôle des accès dans un environnement sécuritaire tendu. La compagnie Corsair occupe une place importante sur la liaison Bamako-Paris depuis la suspension des vols d'Air France vers la capitale malienne. La compagnie a clôturé son exercice 2024-2025 avec un chiffre d'affaires de 712 millions d'euros, un résultat d'exploitation de 26,4 millions d'euros et un bénéfice net de 15,2 millions d'euros. Pour les voyageurs, la principale incertitude concerne la confirmation ou non de la reprise après le 26 mai. ■

## Moyen-Orient Sept banques multilatérales réaffirment leur soutien à l'Afrique

Sept banques multilatérales de développement (BMD) ont réaffirmé leur soutien aux pays africains face aux impacts de la crise au Moyen-Orient, dans une déclaration publiée le 18 mai 2026. Les institutions signataires (Banque africaine de développement, Banque de développement du Conseil de l'Europe, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque eu-

ropéenne d'investissement, IDB Group, Banque mondiale, Banque asiatique de développement) ont répondu aux pays et à leurs partenaires afin de les aider à faire face aux effets du conflit. Selon elles, ce conflit entraîne des perturbations sur les marchés de l'énergie, des engrais et des routes commerciales, avec des répercussions sur l'inflation, la sécurité alimentaire, l'emploi, les équilibres

budgétaires ainsi que les conditions de financement. Les BMD affirment disposer d'une « capacité unique de mobilisation des financements » permettant de fournir un appui aux politiques publiques, d'instruments destinés au secteur privé ainsi que d'une expertise technique afin d'aider les pays à gérer les chocs, préserver les acquis du développement et renforcer leur résilience.

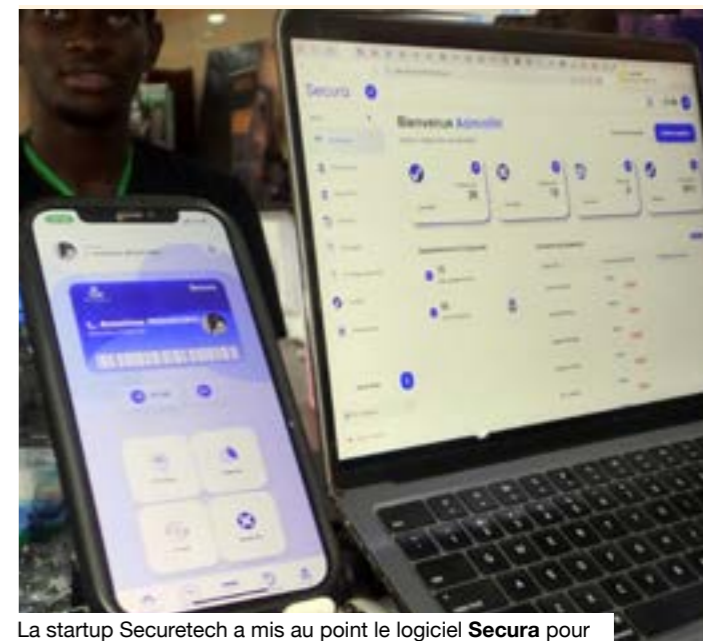
Enfin, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), une baisse de seulement 10% de la disponibilité des engrais pourrait entraîner une réduction allant jusqu'à 25% des productions de maïs, de riz et de blé en Afrique subsaharienne. Ce scénario pourrait provoquer une inflation des prix des denrées alimentaires pouvant atteindre 8% sur le continent. ■

## Secura La transformation digitale de la gestion RH

Alors que les entreprises maliennes cherchent à moderniser leur gestion, Secura s'impose comme une innovation prometteuse en ressources humaines. Conçu par la startup Securetech Corporate, ce logiciel de pointage et de gestion RH entend transformer durablement l'organisation du travail au Mali, grâce à l'intelligence artificielle et à des cartes intelligentes générées pour les agents de service.

Créée par quatre jeunes passionnés de transformation digitale, dont un Togolais, un Maliano-Togolais et deux Maliens, Securetech Corporate mise sur une approche adaptée aux réalités des entreprises locales. Avec Secura, les responsables RH peuvent automatiser plusieurs tâches souvent longues et complexes, notamment le suivi des présences, la gestion des horaires et le calcul précis des heures supplémentaires. Cette automatisation réduit considérablement les erreurs humaines et permet un meilleur contrôle des performances internes. L'un des aspects les plus innovants du logiciel reste l'intégra-

tion d'un système de gestion des plaintes des employés. Cette fonctionnalité offre aux travailleurs un espace structuré pour signaler des difficultés professionnelles, renforçant ainsi le dialogue entre les employés et la direction. Dans un environnement où les conflits internes peuvent ralentir la productivité, un tel outil pourrait améliorer le climat social au sein des entreprises maliennes. Secura pourrait également représenter un véritable levier de compétitivité pour les sociétés locales. En centralisant les données RH et en facilitant la prise de décision, le logiciel aide les dirigeants à gagner du temps et à mieux gérer leurs équipes. En proposant une solution mo-



La startup Securetech a mis au point le logiciel Secura pour révolutionner la gestion RH.

derne, accessible et évolutive, Securetech Corporate espère encourager davantage d'entreprises maliennes à adopter des pratiques RH plus transparentes et plus efficaces. Si son déploiement réussit, Secura

pourrait devenir une référence nationale dans la gestion intelligente des ressources humaines et inspirer d'autres initiatives technologiques locales innovantes. ■

IBRAHIM BABY



## CANICULE ET PÉNURIE D'EAU : DOUBLE PEINE POUR LES BAMAKOIS

Depuis plusieurs semaines, les coupures d'eau et d'électricité se sont accentuées dans la capitale. Désormais, les six communes sont concernées par ces perturbations, qui impactent fortement le quotidien des habitants. Entre recherche d'alternatives et lassitude, les populations ne sont pas au bout de leurs peines.

FATOUmata MAGUIRAGA



Les coupures d'eau accompagnent désormais les délestages dans de nombreux quartiers de Bamako.

La capitale malienne vit au rythme des coupures d'eau et d'électricité. Avec des températures dépassant régulièrement 40°C et des délestages prolongés, les habitants doivent composer avec des coupures d'eau de plusieurs heures, voire de plusieurs jours. Des défaillances dans l'alimentation électrique des stations de pompage stratégiques de Kabala, Djicoroni Para, Kalabanbougu et Missabougou perturbent la fourniture d'eau dans toute la ville, selon la Société malienne de gestion de l'eau potable (SOMAGEP). Aucun quartier n'est désormais épargné par ces coupures, qui compliquent la vie des ménages. Alors que la société dit tout mettre en œuvre pour rétablir la situation, l'issue de la crise ne semble pas proche.

**Cercle vicieux** Liée à la fourniture d'électricité, la distribution de l'eau potable s'est

fortement dégradée. Estimé à 83,2% en milieu urbain et semi-urbain en 2024, le taux d'accès à l'eau potable demeure un enjeu majeur à Bamako, où les coupures montrent l'écart entre accès théorique au service et disponibilité régulière au robinet.

**Des défaillances dans l'alimentation électrique au niveau des stations de pompage stratégiques perturbent la fourniture d'eau dans les 6 communes de la capitale.**

Les besoins journaliers en eau potable de Bamako sont estimés autour de 300 000 m<sup>3</sup> par jour, un niveau que le projet Kabala devait contribuer à atteindre par phases. Selon les données disponibles, la production totale d'eau de la SOMAGEP a atteint environ 198,2 millions de m<sup>3</sup> en 2024, mais la régularité du

service reste dépendante du réseau électrique et de la capacité de distribution. Dans cette situation, les forages, et parfois les puits, sont pris d'assaut. Même des zones habituellement épargnées subissent désormais les coupures. « Nous venons de passer toute la journée sans une goutte d'eau », témoigne une habitante de Kalaban Coura, qui s'appuie sur un forage voisin pour ses tâches quotidiennes, avant d'attendre tard dans la nuit un éventuel retour de l'eau. En juillet 2025, la SOMAGEP avait déjà lié certaines perturbations à la dégradation de la qualité de l'eau provoquée par le dragage dans le lit du fleuve. Le projet Kabala reste central

pour renforcer l'alimentation en eau potable de Bamako, avec une capacité prévue par phases de 144 000 m<sup>3</sup> par jour chacune. Mais pression démographique, besoins croissants et délestages limitent la régularité du service. En attendant une solution durable, les populations s'organisent, entre solidarité et résignation. ■

### EN BREF

#### LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS AU MALI PRIVÉS DE BAC ET DE BREVET

En 2026, les élèves des écoles françaises homologuées au Mali, ainsi que ceux inscrits via le CNED, ne passeront ni les épreuves écrites du diplôme national du brevet, ni celles du baccalauréat général ou technologique. Le ministère français de l'Éducation nationale a précisé que les candidats se verraient attribuer leur moyenne annuelle dans les matières concernées. Les mesures couvrent les épreuves anticipées de français, les examens de mathématiques, les épreuves de spécialité, la philosophie et le grand oral pour les élèves de terminale. Les candidats sous statut individuel pourront se présenter à la session de remplacement prévue en septembre 2026 pour le brevet comme pour le bac. Le ministère a indiqué que des aménagements supplémentaires pourraient être décidés jusqu'à quinze jours avant le début des épreuves si la situation sécuritaire locale ne permet pas leur tenue. Cette décision intervient dans un contexte marqué par une situation sécuritaire difficile au Mali. À Bamako, l'école française Liberté comptait 1 380 élèves à la rentrée 2025-2026, dont environ 600 en classes d'examen. L'établissement a perdu 80 élèves au cours de l'année en raison de l'insécurité et assure désormais les cours en ligne. Ces mesures s'appliquent également à plusieurs pays du Moyen-Orient confrontés à des conflits ou à des situations critiques, dont le Liban, Bahreïn, le Koweït, le Qatar, l'Iran, Israël, l'Irak et les Émirats arabes unis. Le ministère rappelle que les décisions visent à garantir la sécurité des élèves tout en préservant la validité du diplôme français, malgré les contraintes liées à la crise sécuritaire et aux conflits régionaux. ■

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'OMS : FINANCEMENT SOUS TENSION ET ALERTES SANITAIRES

L'Assemblée mondiale de la santé se tient à Genève du 18 au 23 mai 2026. Le retrait américain, les coupes budgétaires, Ébola et le hantavirus marquent fortement cette session consacrée aux priorités mondiales.

MASSIRÉ DIOP



L'OMS est confrontée à un problème majeur de financements.

L'Assemblée mondiale de la santé réunit les États membres dans un contexte institutionnel délicat pour l'Organisation mondiale de la santé. L'agenda officiel couvre les finances, l'accord pandémique, la réforme de la réponse aux urgences, la résistance antimicrobienne, l'immunisation, la santé mentale, les maladies transmissibles, les maladies non transmissibles, ainsi que les liens entre climat, qualité de l'air, énergie et santé. Ces dossiers prennent un relief particulier depuis le retrait des États-Unis, formalisé en janvier 2026, qui prive l'organisation d'un contributeur majeur. La contrainte se traduit déjà dans les moyens humains. Selon des documents cités par Reuters, l'OMS prévoit une ré-

duction de 2 371 postes d'ici juin 2026, sous l'effet combiné des coupes, des départs et des restructurations. Cette réorganisation intervient alors que l'institution reste sollicitée pour l'alerte, l'appui technique, la coordination transfrontalière et l'accompagnement de pays dont les systèmes de santé s'appuient sur ses protocoles, ses formations et ses données. L'urgence la plus visible vient d'Afrique centrale. Le 16 mai, l'OMS a classé l'épidémie d'Ébola Bundibugyo en République démocratique du Congo et en Ouganda comme une urgence de santé publique de portée internationale. La base officielle retenue par l'OMS faisait état au 20 mai de 8 cas confirmés en RDC, 600 cas suspects et 139 décès suspects en Ituri,

ainsi que deux cas confirmés à Kampala chez des personnes venues de RDC. La souche Bundibugyo complique la riposte, faute de vaccin ou de traitement spécifique approuvé comparable aux outils disponibles contre Ébola-Zaïre. Les priorités restent la recherche des contacts, l'isolement, la protection des soignants, les enterrements sécurisés et l'information communautaire. Le hantavirus lié au navire MV Hondius illustre un autre enjeu, celui de la mobilité internationale. Il n'est pas clairement listé comme point central officiel de l'ordre du jour, mais l'ECDC (Centre européen de prévention et de contrôle des maladies) recensait au 20 mai onze cas, neuf confirmés, deux probables et 3 décès. Entre foyers locaux, voyages et financement durable, l'Assemblée interroge la capacité collective à contenir rapidement les menaces émergentes. Pour les délégations, l'enjeu consiste à préserver une coordination opérationnelle malgré des ressources resserrées et les attentes croissantes des populations exposées aux crises sanitaires partout dans le monde. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### LES FOURMIS : DES SENTI-NELLES ÉCOLOGIQUES INVISIBLES

Les fourmis, notamment les espèces légionnaires, apparaissent comme de véritables bio-indicateurs des changements climatiques. Leur répartition et leur abondance évoluent avec la température et l'humidité, offrant un signal mesurable de la santé des écosystèmes. Le 13 mai 2026, une étude australienne a montré que la fourmi australienne *Melophorus dicyrtos* pourrait regrouper plus de vingt-six espèces, révélant une biodiversité sensible aux changements climatiques. Le 15 mai 2026, en France, des colonies de fourmis ont prouvé avoir proliféré à cause d'un hiver et d'un printemps exceptionnellement doux, confirmant leur réaction aux variations de température et d'humidité. Le 14 mai 2026, au Kenya, des fourmis géantes (*Messor cephalotes*) ont été menacées par un trafic illégal, révélant la fragilité des écosystèmes. Ces insectes interagissent avec les plantes, les champignons et d'autres espèces et leurs comportements évoluent avec le climat. Leur observation permet de cartographier les variations écologiques et de détecter les zones soumises à des stress environnementaux, offrant un indicateur indirect précieux de l'impact du changement climatique sur la biodiversité. ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### SAN : INTERDICTION DE CIRCULATION NOCTURNE POUR LES VÉHICULES ET MOTOS

Depuis ce 18 mai 2026, la circulation nocturne des véhicules et motos est interdite sur toute l'étendue de la région de San. Selon le communiqué du gouverneur de la région, cette mesure fait suite à la dégradation de la situation sécuritaire et à la recrudescence de l'insécurité. Cette mesure prise par les autorités de la région de San concerne tous les véhicules et motos, à l'exception des véhicules des forces de défense et de sécurité, des missions autorisées et des cas d'urgence. L'interdiction de circuler entre 21 h 30 et 6 h du matin est en vigueur à compter du 18 mai 2026, jusqu'à nouvel ordre. Alors que les autorités de police et administratives sont chargées de la mise en œuvre de la mesure, elle reste diversement appréciée. Pour la population, elle pourrait contribuer à la lutte contre l'insécurité, mais gagnerait à être mieux expliquée. ■

### Togo Exemption de visa pour tous les ressortissants africains

Depuis le 18 mai 2026, le Togo a supprimé l'exigence de visa pour tous les ressortissants africains détenteurs d'un passeport national valide. Cette mesure, annoncée par le ministère de la Sécurité, vise à promouvoir l'intégration africaine, faciliter la libre circulation des personnes et renforcer la coopération régionale. L'exemption est valable pour un séjour maximal de trente jours et n'exonère pas les voyageurs du respect des règles de sécurité, d'immigration et de santé publique. Ainsi, les formalités d'enregistrement préalable sur la plateforme gouvernementale restent obligatoires pour obtenir le bordereau de voyage à présenter aux postes frontaliers terrestres, aériens et maritimes.

Cette initiative traduit une stratégie visant à faire du Togo un hub régional de services, d'affaires et d'échanges culturels. D'autres pays africains ont adopté des mesures similaires. Alors que le Rwanda facilite l'accès aux visiteurs africains depuis 2025, tout comme l'Afrique du Sud, le Sénégal applique des exemptions régionales et le Ghana offre des facilités pour les ressortissants de la CEDEAO. Cette décision place le Togo en position de leadership régional, favorise des partenariats concrets et souligne l'importance de la mobilité des populations africaines pour le développement, la coopération durable et la sécurité des frontières. ■

M.D

## ÉLIMINATOIRES CAN 2027 : LE MALI FAVORI D'UN GROUPE À SURVEILLER

Le tirage au sort des éliminatoires de la CAN 2027, effectué le 19 mai 2026, a placé le Mali dans le Groupe K, aux côtés du Cap-Vert, du Rwanda et du Libéria. Une poule où les Aigles partent favoris, mais qui réserve des pièges à éviter.

MOHAMED KENOVI



Les Aigles sont désormais fixés sur leurs adversaires sur la route vers la CAN 2027.

Pour le Mali, ces éliminatoires constitueront surtout le premier grand chantier du futur sélectionneur national, alors que la FEMAFoot est encore en plein processus de recrutement. Entre ambitions continentales et nécessité de confirmer leur statut, les Aigles devront rapidement trouver le bon rythme, dans une campagne qui débutera en septembre prochain. Sur le papier, le principal concurrent du Mali est clairement le Cap-Vert. Les Requins Bleus occupent actuellement la 69ème

place mondiale et la 13ème en Afrique au classement FIFA. Surtout, ils viennent de signer l'exploit le plus marquant de leur histoire récente en décrochant une qualification historique pour la Coupe du monde 2026 devant le Cameroun. Paradoxalement, les Cap-Verdiens ont manqué la CAN 2025. Toutefois, leur expérience - notamment grâce à plusieurs joueurs évoluant en Europe - en fait une équipe solide et probablement le vrai rival du Mali pour la première place.

**Rwanda et Libéria : Des outsiders à surveiller** Derrière ce duel attendu, le Rwanda et le Libéria tenteront de jouer les trouble-fêtes. Les Amavubi, 128ème au classement FIFA, sont une équipe physique et difficile à manœuvrer à Kigali. Même si le Rwanda n'a plus disputé de CAN depuis 2004, il est un adversaire capable de compliquer les déplacements africains. Les statistiques restent toutefois largement favorables au Mali. Lors de leurs quatre dernières confrontations officielles, les Aigles comptent trois victoires et un nul. Les éliminatoires du Mondial 2022 sont encore dans les mémoires, avec un succès malien 1-0 à l'aller, puis une démonstration à Kigali (0-3). Le Libéria apparaît enfin comme le petit poucet de cette poule. Classés 140èmes mondiaux, les Lone Stars traversent une phase de reconstruction. Leur dernière CAN remonte à 2002 au Mali, avec un nul marquant contre les Aigles (1-1) dans le match d'ouverture, alors disputé sous la houlette de George Weah. Aujourd'hui, le Libéria tente de rebâtir une sélection compétitive autour de jeunes binationaux venus notamment de la MLS et d'Arabie saoudite. Suffisant pour inquiéter le Mali ? Sur le papier, non. Mais dans des éliminatoires africaines souvent imprévisibles, aucun détail ne devra être négligé. ■

Donnez votre avis sur Journal du Mali

## Banc des Aigles Cinq entraîneurs encore en lice

La Fédération Malienne de Football (FEMAFoot) a dévoilé le 19 mai 2026 la short-list des candidats retenus pour le poste de sélectionneur des Aigles du Mali. Sur les 28 dossiers étudiés par la commission ad hoc installée depuis le 13 mai 2026, 5 techniciens ont été jugés aptes à poursuivre le processus. Il s'agit du Congolais Jean-Florent Ibenge, du Malien Mohamed Magassouba, qui avait déjà entraîné les Aigles entre 2017 et 2022, du Marocain Badou Zaki ainsi que des Portugais António Conceição et Anthony Da Silva. Selon la FEMAFoot, les critères de sélection ont porté notamment sur les diplômes d'entraîneur (CAF Pro, UEFA Pro ou équivalents), l'expérience et le projet sportif présenté par chaque candidat. Les entraîneurs présélectionnés seront prochainement auditionnés avant qu'une proposition finale ne soit transmise au Comité exécutif de la fédération d'ici le 24 mai prochain. ■ **M.K**



## CARTONS DE LA SEMAINE

**Arsenal** a été sacré champion d'Angleterre le 19 mai 2026 après le match nul de Manchester City à Bournemouth lors de la 37ème journée de Premier League. C'est le premier titre des Gunners en championnat depuis 2004. Les hommes de Mikel Arteta sont par ailleurs toujours en course pour un doublé historique Premier League - Ligue des Champions.

L'entraîneur de l'AS Real de Bamako **Baye Bah** et son joueur **Sékou Konaté dit Romario** ont eu une vive altercation et ont failli en venir aux mains lors de la demi-finale de la Coupe du Mali contre le Djoliba AC, disputée le 17 mai dernier. Une scène déplorable qui renvoie une mauvaise image du football national.

## DANBÉ KOLOSIBAW : DES MÉDIATEURS AU SERVICE DU PATRIMOINE

C'est ce 21 mai 2026 que sera officiellement lancé à Bamako le corps des Danbé Kolosibaw. Ces médiateurs auront pour mission de sauvegarder et de transmettre le patrimoine culturel immatériel du Mali.

MASSIRÉ DIOP



Le ministre Mamou Daffé avec les acteurs culturels autour des Danbé Kolosibaw.

Le lancement du corps des Danbé Kolosibaw marque un moment clé pour la préservation des traditions vivantes maliennes. Dans le cadre des Journées Nationales du Patrimoine Culturel 2026, cette initiative s'inscrit dans une dynamique de valorisation des savoir-faire artisanaux, des récits oraux, des chants et des danses, tout en renforçant la cohésion sociale. Rappelons que 2026 a également été dédiée à la Culture et à l'Éducation par les plus hautes autorités du pays. Fruit des recommandations des États généraux de la Culture, de l'Artisanat et du

Tourisme - Bamako FUGABA, tenus en janvier 2025, ce corps a été conçu pour mobiliser les communautés locales dans la protection et la diffusion du patrimoine culturel immatériel. Les Danbé Kolosibaw auront pour rôle de documenter, transmettre et vulgariser ces éléments, tout en favorisant le dialogue interculturel. Le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, dirigé par Mamou Daffé, a piloté la mise en place de ce dispositif. Les Danbé Kolosibaw seront également chargés de coordonner les Sigida Kolosibaw, cellules de veille patrio-

tique de proximité, afin d'assurer un suivi continu des pratiques culturelles et de servir d'interface entre les populations, les collectivités locales et l'administration centrale. Ce corps vise à renforcer l'ancrage des traditions tout en intégrant les défis contemporains. La transmission des connaissances, la valorisation des métiers artisanaux et la préservation des rituels et expressions artistiques constituent un outil de résilience culturelle et d'éducation à la citoyenneté. Les médiateurs agiront directement dans les communautés pour promouvoir le vivre-ensemble et la souveraineté culturelle, en impliquant particulièrement les jeunes et les femmes dans des initiatives locales et inclusives. En cette période de refondation nationale, les Danbé Kolosibaw représentent un symbole de la capacité du Mali à conjuguer héritage et modernité. Leur action vise à renforcer la diffusion des valeurs culturelles et faciliter l'accès aux savoirs immatériels, tout en consolidant la participation communautaire à la vie culturelle. Le lancement de ce corps sera l'occasion de montrer l'importance de cette démarche dans un contexte où la sauvegarde des traditions est essentielle pour l'identité nationale et la cohésion sociale. Les Danbé Kolosibaw incarnent un projet qui allie transmission, médiation et engagement citoyen au service d'un patrimoine vivant et dynamique. ■

## INFO PEOPLE

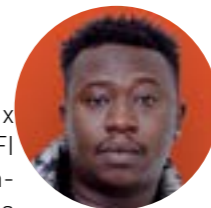
**YACOU B OG : GUIDE SUPRÊME ET CONCERT À BAMA KO**

Le 16 mai 2026, Yacou B OG a dévoilé son EP Guide Suprême, fusion de trap moderne et de rythmes maliens, comprenant des titres phares comme Kônô fa dep, Mali Piano et All-star (feat.). Dans ses déclarations, il affirme vouloir « porter la culture malienne au-delà des frontières » et offrir une expérience musicale authentique et innovante. Artiste montante du hip-hop malien, Yacou B OG est reconnu pour sa créativité et sa présence scénique. Après la sortie de l'EP, il s'apprête à émerveiller le public, le 30 mai 2026 au Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ de Bamako. Ce concert promet un mélange de nouvelles compositions et de morceaux emblématiques.



**M'BOUILLÉ KOITÉ EN SELIBA SHOW**

M'Bouillé Koité, Prix Découvertes RFI 2017, donne rendez-vous à ses fans le 29 mai 2026 au Centre International de Conférences de Bamako pour la 11ème édition du SELIBA SHOW. Soutenu par son partenaire Thé Zahra, il promet un spectacle riche en culture, musique et partage. Artiste reconnu pour sa créativité et sa maîtrise scénique, M'Bouillé Koité interprétera ses titres phares et des performances inédites, mêlant rythmes traditionnels et influences modernes. Le concert, deux jours après la fête de Tabaski, offrira aux mélomanes une immersion totale dans son univers musical. Ce rendez-vous confirme sa place parmi les artistes les plus suivis du Mali et il promet d'émerveiller le public avec son talent et sa passion.



Journal du Mali

**Directeur de publication :**  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

**Directrice déléguée :**  
Aurélien DUPIN  
aurelie.dupin@journaldumali.com

**Rédacteur en chef :**  
Massiré DIOP

**Secrétaire de rédaction :**  
Ramata DIAOURÉ

**Rédaction :**  
Mohamed KENOVI - Fatoumata  
MAGUIRAGA - Ibrahim BABY

**Photographie :** Bakary E. DAOU

**Infographiste :** Marc DEMBÉLÉ

**JOURNAL DU MALI L'HEBDO**, édité par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M'ÉVA Palace - Bamako  
Tél : +223 20 23 00 66  
www.journaldumali.com  
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



**20 28 00 00**  
[www.afribone.com](http://www.afribone.com)

